

Assemblée générale du 19 novembre 2020

Compte tenu des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de COVID19, les conditions d'organisation de cette Assemblée générale seront adaptées pour assurer une protection sanitaire maximale et permettre la nécessaire continuité de fonctionnement de nos instances.

RECUEIL DES RAPPORTS ET ANNEXES

Rapport AG-20-01 – Point sur l'activité de IT 04 _____	3
Rapport AG-20-02 – Evolution des conditions d'organisation des Assemblées générales _____	20
Rapport AG-20-03 – Vote du Budget 2020 (approuvé par le CA de décembre 2019) _____	23
Rapport AG-20-04 – Approbation du Compte administratif 2019 (approuvé par le CA de juin 2020) _____	27
Rapport AG-20-05 – Affectation de résultat 2019 (approuvé par le CA de juin 2020) _____	32
Rapport AG-20-06 – Vote du Budget Supplémentaire 2020 (approuvé par le CA de juin 2020) _____	33
Rapport AG-20-07 – Programme d'activité prévisionnel 2021 _____	35
Rapport AG-20-08 – Election des membres du Conseil d'administration (2ème Collège) _____	38
Annexe au rapport AG-20-03 Budget Primitif 2020 _____	40
Annexe au rapport AG-20-04 Compte administratif 2019 _____	41
Annexe au rapport AG-20-06 Budget Supplémentaire 2020 _____	42

Rapport AG-20-01 – Point sur l'activité de IT 04

1 – Présentation générale de IT04

1.1 – Fondement juridique et raison sociale

En application de l'article 32 de la loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, départements et des régions, codifié à l'article L.5511-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), le Département, les communes et les établissements publics de coopération intercommunale des Alpes de Haute-Provence ont créé un établissement public administratif en juin 2017.

Ces collectivités ont décidé, par la création de cet outil d'assistance technique et d'ingénierie, de mutualiser leurs ressources et leurs besoins afin de conforter la solidarité territoriale, le développement des initiatives locales, et l'autonomie des collectivités du territoire des Alpes de Haute-Provence.

L'Agence apporte ainsi à ses adhérents un appui technique et administratif sous la forme de conseils ou d'assistance aux maîtres d'ouvrage, dans les domaines suivants :

- Eau potable, assainissement et milieux aquatiques
- Voirie et réseaux divers
- Recherche de financements
- Information des adhérents sur les sujets en relation avec la gestion locale

IT04 peut également intervenir, sur sollicitation d'un membre pour un besoin spécifique et après avis du Conseil d'administration, sur des missions relevant d'autres domaines, dans la limite des prestations décrites au règlement intérieur.

Les interventions de l'Agence sont regroupées en deux catégories :

- Les interventions éligibles à l'assistance technique des Départements au sens de l'article L3232-1-1 du CGCT, qui permettent de bénéficier d'une tarification différenciée pour des raisons de solidarité et d'aménagement du territoire
- Les interventions classiques, en application de l'article L.5511-1 du CGCT

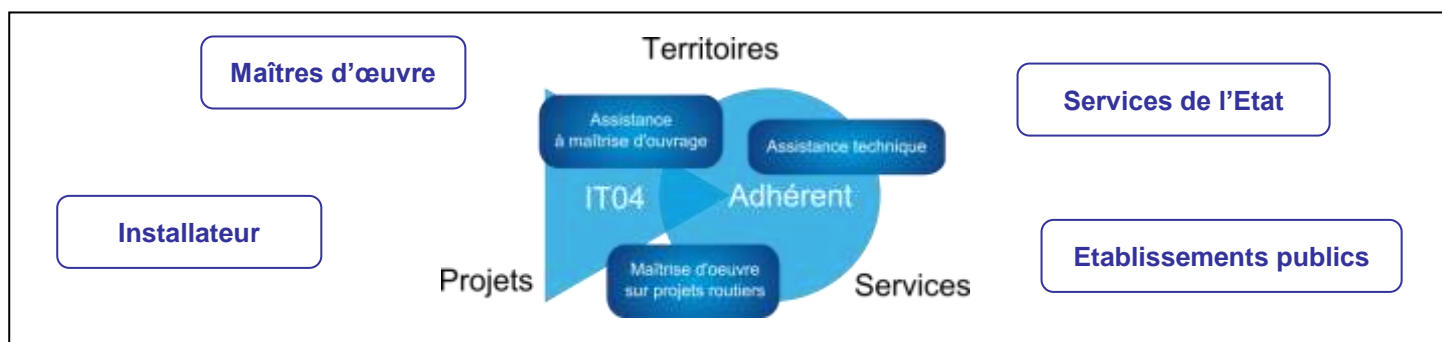
Le Département confie dans ce cadre à IT04 la réalisation de ses missions d'assistance technique qui relèveraient de l'article L3232-1-1 du CGCT. IT04 devient de fait l'opérateur unique de ce Service d'Intérêt Economique Général (SIEG) à l'échelle du département des Alpes de Haute-Provence. Pour autant, le Département reste seul compétent en la matière, notamment pour juger de l'éligibilité des demandes relevant de ce dispositif.

IT04 a ainsi vocation à réaliser toutes études, recherches, démarches et réalisations permettant d'atteindre les objectifs précédemment définis. Les moyens utilisés seront essentiellement axés sur

de l'assistance technique, de l'assistance à maîtrise d'ouvrage et le cas échéant de la maîtrise d'œuvre. Elle peut également se constituer, en tant que de besoin, en «centrale d'achats» au sens de la réglementation sur les marchés publics.

1.2 - Positionnement de IT04 parmi les acteurs locaux

- IT04 ne se substitue pas aux collectivités maîtres d'ouvrages ou à leurs services : Elle aide ces dernières à assumer leurs compétences, soit en complétant leurs savoir-faire sur des points spécifiques, soit en les assistant ponctuellement pour « soulager » leurs ressources humaines
- IT04 ne concurrence par les acteurs privés : Elle aide les collectivités dans leurs relations avec leurs prestataires, facilite l'émergence des projets sur le territoire des Alpes de Haute-Provence



1.3 - Rappel des principes d'adhésion à IT04

- 3 niveaux d'accès aux services de IT04
 - Accès aux services généraux, aux conseils simples et aux marchés publics mutualisés → 0,15 euros par habitant DGF (cotisation de base)
 - Accès aux services « Eau » → 0,15 euros par habitant DGF
 - Accès aux services « Voirie et aménagement » → 0,15 euros par habitant DGF
- La cotisation de base est nécessaire pour souscrire aux autres services
- Les demandes de prestations complexes ou spécifiques aux adhérents font l'objet de contrats particuliers (rémunération hors cotisation)

Pour une commune, 2 modes d'adhésion sont possibles :

Si un EPCI à fiscalité propre adhère à tous les services, il permet aux communes du 04 de pouvoir accéder à IT04 pour une cotisation nulle. La faculté d'adhérer n'est pas liée aux compétences :

- Exemple 1 : l'EPCI adhère aux services « voirie et aménagement ». Il bénéficie d'un accès aux prestations relatives à sa voirie communautaire. Les communes peuvent adhérer gratuitement pour bénéficier de prestations sur leurs voiries communales
- Exemple 2 : l'EPCI adhère aux services « Eau ». Il bénéficie d'un accès aux prestations pour préparer sa prise de compétence à venir. Les communes peuvent adhérer gratuitement afin de bénéficier de prestations d'assistance technique pour l'exploitation de leurs services de l'eau

Si un EPCI à fiscalité propre n'adhère pas ou adhère partiellement aux services, les collectivités doivent adhérer aux services de bases et aux services non couverts par l'EPCI pour y accéder.

- Exemple 3 : L'EPCI n'adhère qu'au service "Eau" (0,30 € / Hab. DGF). La cotisation au service « Eau » est gratuite pour ses communes mais la cotisation aux services généraux (0,15 € / Hab. DGF) est obligatoire, comme celle au service « Voirie et aménagement », si elles le souhaitent (0,15 € / Hab. DGF).

Pour un Etablissement Public de Coopération Intercommunal à fiscalité propre, 2 modes d'adhésion sont également possibles :

- L'adhésion dite « classique » lui permettant de solliciter IT04 pour l'exercice de ses propres compétences. Le montant des cotisations est plafonné à 2 500 euros par service (base, eau, voirie et aménagement, soit un maximum de 7 500 euros) ;
- L'adhésion dite « solidaire » lui permettant de solliciter IT04 pour l'exercice de ses propres compétences mais également de prendre en charge tout ou partie des cotisations des structures composant son territoire (mentionnées à l'article 5 des statuts), dans la limite du département des Alpes de Haute-Provence. Si l'EPCI adhère à IT04 pour l'ensemble des services décrits ci-dessus, les structures de l'EPCI peuvent adhérer avec un montant de cotisation nul. Si l'EPCI adhère partiellement à IT04, les structures composant son territoire cotisent à hauteur de l'accès aux services non couverts par la structure intercommunale, hors cotisation de base qui sera due en complément.

1.4 - Le niveau d'investissement des services de IT04 et les coûts correspondants

IT04 accompagne ses adhérents sur bon nombre de leurs projets d'aménagement et de développement de la performance de leurs services. Son cœur de métier l'oriente particulièrement sur les sujets relatifs à la voirie et à la gestion de l'eau, là où la valeur ajoutée sera la plus importante.

L'Agence s'engage également à mobiliser les ressources de ses adhérents pour mutualiser des compétences particulières (foncier, réglementation, recherches documentaires ou de financements, groupements de commandes publiques...).

Même si le catalogue de prestations est par nature évolutif, il est constitué par des missions maîtrisées et largement mutualisables.

- Assistance technique à l'exploitation de vos ouvrages (plans d'exploitation et de maintenance, autosurveillance, organisation des services)
- Assistance à maîtrise d'ouvrage (études amont, suivi de vos prestataires, vérifications de conformité avant réception)



Lorsque les services de IT04 sont appelés sur des missions allant au-delà des prestations comprises dans l'adhésion, les propositions d'intervention sont basées sur les coûts suivants (tarifs 2019) :

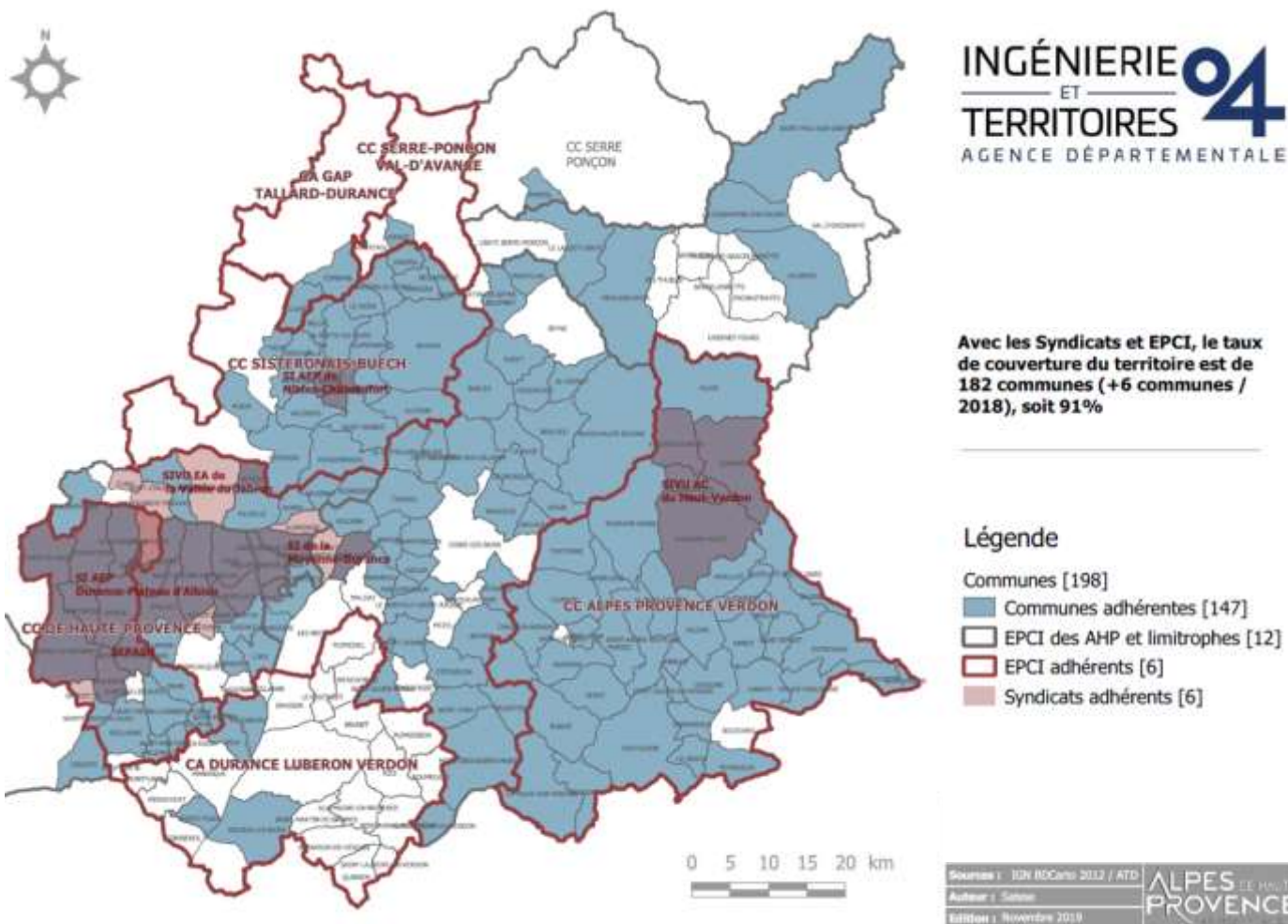
- Coût HT facturé à la journée - Cat A : 400 €
- Coût HT facturé à la journée - Cat B : 310 €
- Coût HT facturé à la journée - Cat C : 250 €



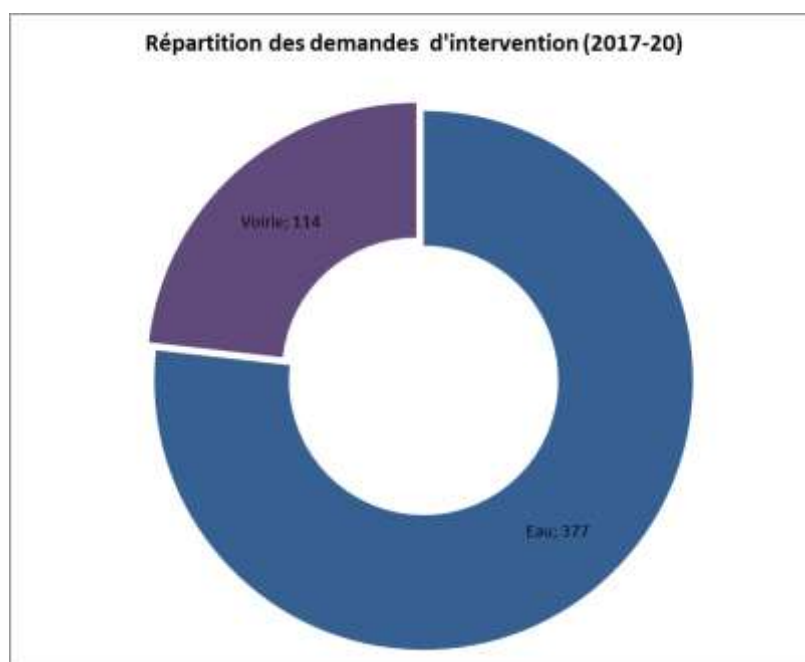
2 – Les adhésions et les demandes

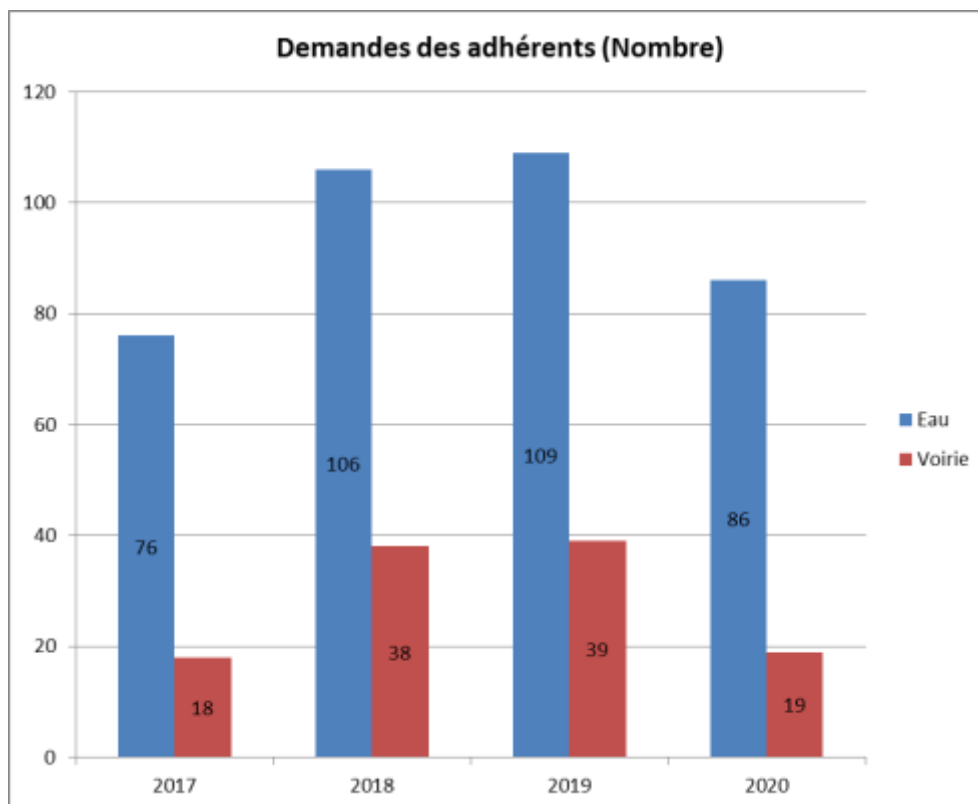
D'un point de vue des services aux adhérents, les éléments chiffrés à retenir sont les suivants au 01/01/2020 (les données entre parenthèses sont celles de 2018).

- 159 collectivités (139) ont délibéré pour adhérer
- Les adhésions concernent 147 communes (129), 6 syndicats de gestion de l'eau et 6 (2) EPCI à fiscalité propre dont 2 Communautés d'agglomération



- 105 demandes ont été enregistrées en 2020, contre 142 en 2019 et 147 en 2018
- 77% des demandes concernent le domaine de l'eau, 23% les routes et moins de 1% d'autres sujets (6 demandes sur les bâtiments notamment)



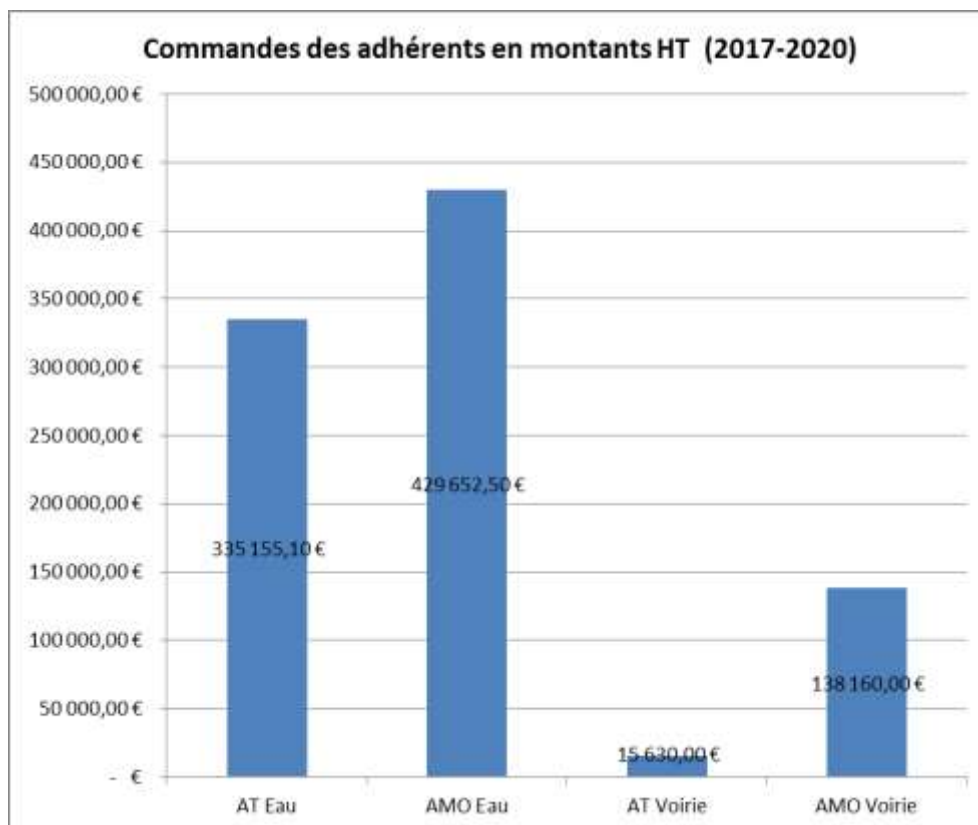


Les demandes d'intervention concernent massivement les missions où les services du Département sont historiquement présents en matière d'ingénierie publique. IT04 n'est pas encore systématiquement identifié comme une structure d'appui multi-compétences capable de fournir des services variés ou des conseils adaptés pour orienter efficacement les adhérents vers d'autres acteurs. Peu de demandes « spontanées » et divergeant des thématiques de l'eau ou de la voirie remontent des territoires.

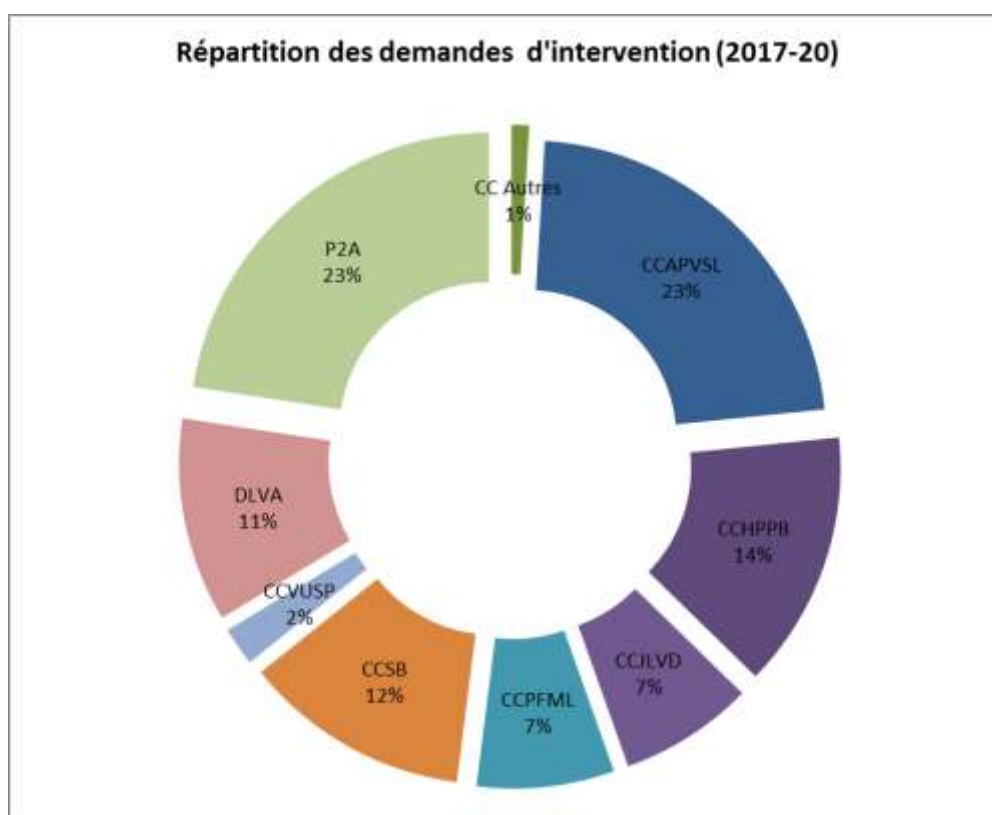
Par ailleurs, les missions d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO), cœur de l'activité développée par IT04, ne sont pas toujours connues ou comprises. Les adhérents ne voient pas systématiquement la plus-value de recourir à ces services, notamment lorsque la présence d'un maître d'œuvre est prévue.

Le graphique ci-après permet d'illustrer la répartition des demandes d'intervention par type. Les missions de type « assistance technique » sont très présentes, ce qui constitue une particularité par rapport au fonctionnement classique d'une agence départementale. Les missions d'AMO restent relativement dynamiques hormis sur le volet « voirie » qui se développent moins vite.

- Les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage représentent 60% de l'activité, essentiellement dans le domaine de l'eau, ce qui est conforme aux projections initiales
- Les études préalables concernent 25% de l'activité, majoritairement pour les routes
- L'assistance à l'exploitation concerne quasi exclusivement le domaine de l'eau et environ 40% de l'activité



Si on se concentre sur l'analyse territoriale (périmètre des EPCI) des demandes d'adhérents, l'analyse montre une répartition assez homogène des sollicitations.



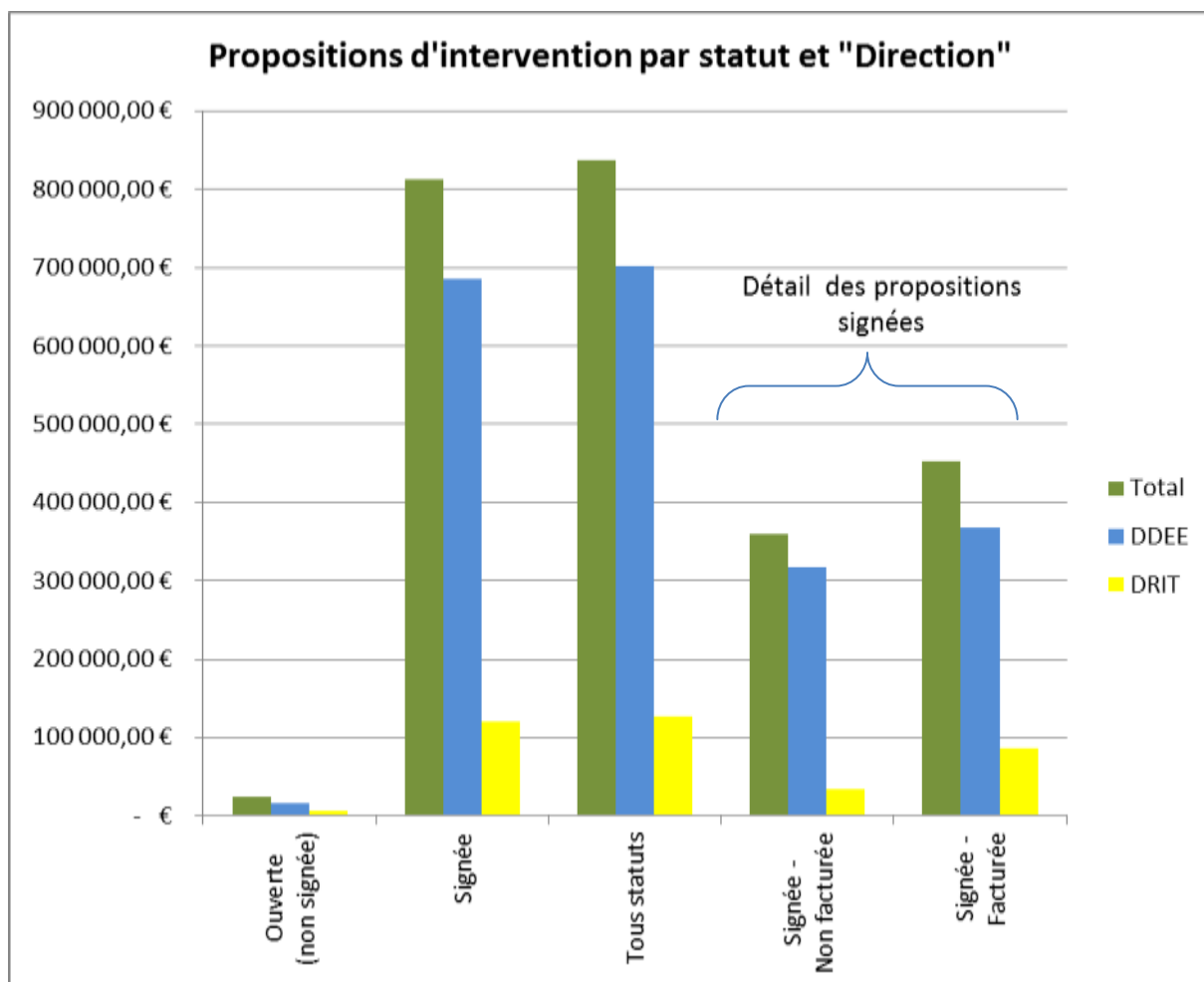
- Une répartition des demandes assez fidèle au poids relatif de chaque territoire
- Le territoire de l'Ubaye est atypique avec peu de demandes, quelle que soit la thématique (aucune intervention en assainissement, anecdotique sur le volet routier)

- Une forte demande est constatée sur les territoires les plus « ruraux »

3 – Les propositions d'intervention et le niveau de réalisation des missions

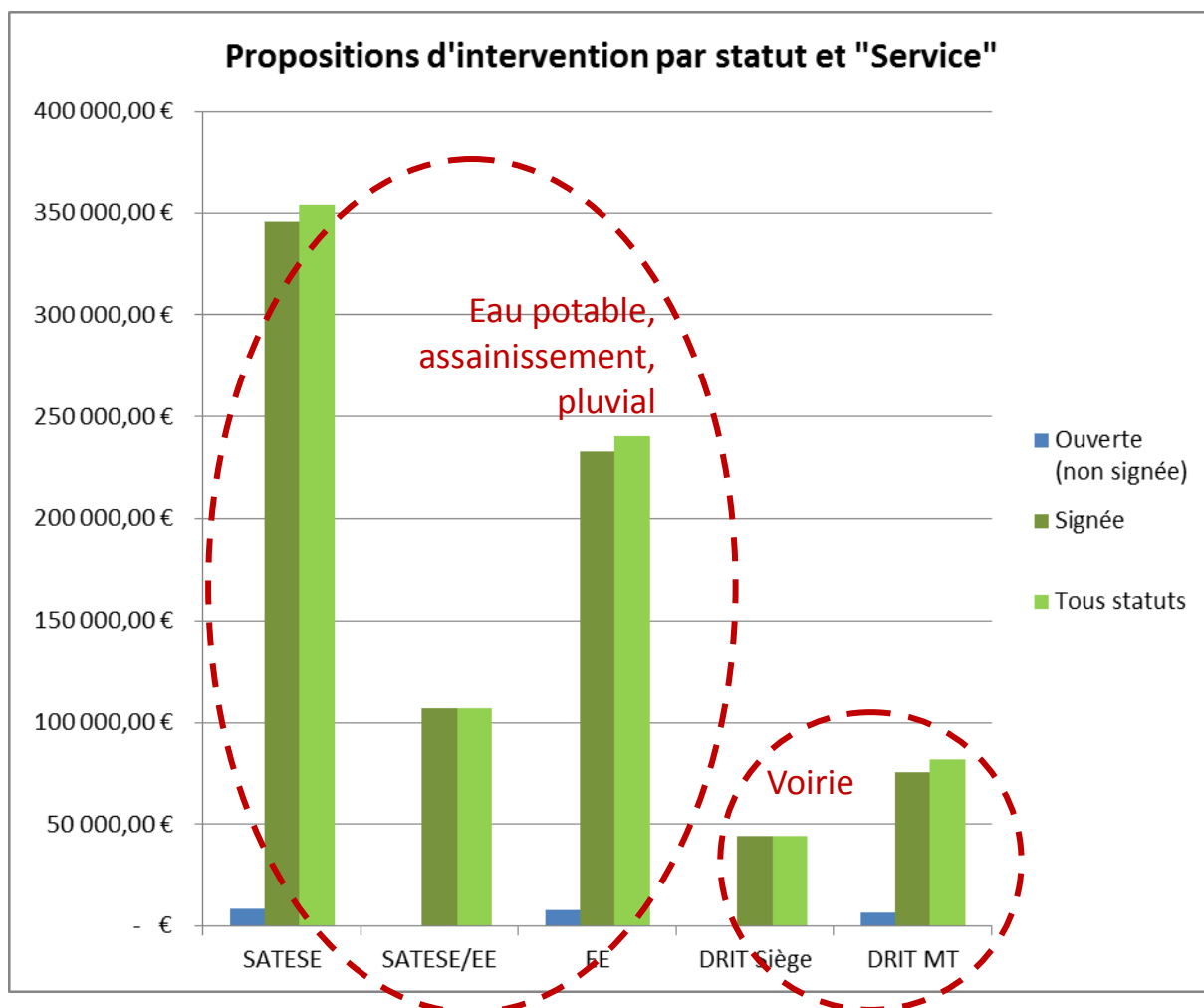
Les éléments proposés ci-après couvrent la période 2017-2020 en chiffres cumulés :

- Le montant des devis émis s'élève à 837 000 € HT environ, représentant près de 2700 journées d'intervention
- Le montant des devis signés s'élève à 812 000 € HT environ, représentant plus de 2600 journées d'intervention
- Environ 10 % des devis ne sont pas acceptés par les adhérents (montant des prestations trop élevé mais le plus souvent en raison de report ou d'abandon des projets) et 96% des demandes sont prises en charge par les services (près de 100% dans le domaine de l'eau)
- 85% des commandes d'adhérents concernent le domaine de l'eau (eau potable-assainissement)

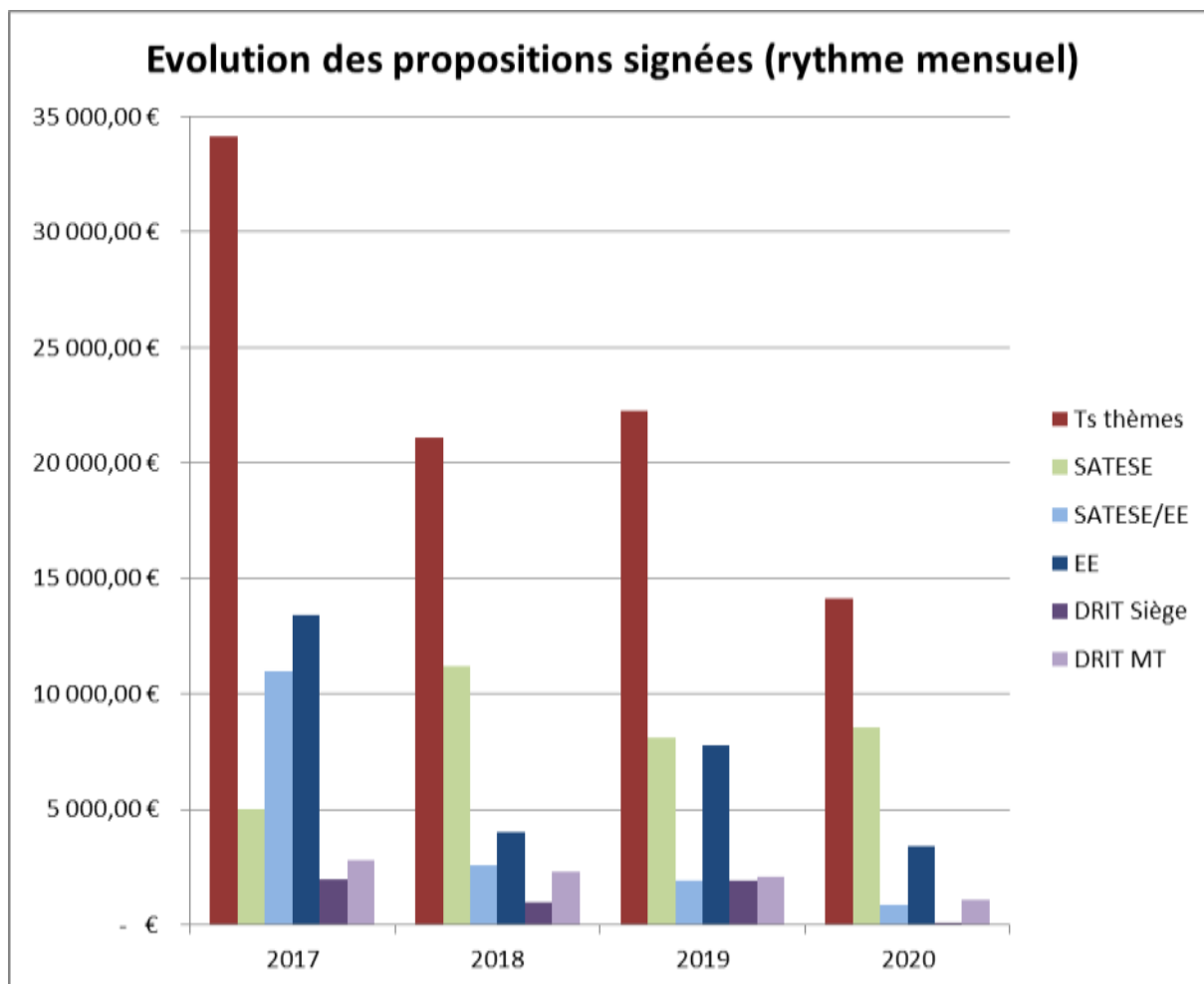


2017-2020	Ouverte (non signée)	Signée	Tous statuts	Signée - Non facturée	Signée - Facturée
Total	24 392,50 €	812 670,10 €	837 062,60 €	359 418,15 €	453 251,95 €
DDEE	16 207,50 € 72%	685 416,10 € 85%	701 623,60 € 85%	317 933,15 € 90%	367 482,95 € 81%
DRIT	6 302,50 € 28%	119 846,50 € 15%	126 149,00 € 15%	34 077,50 € 10%	85 769,00 € 19%
Détail par "Services"					
SATESE	8 275,00 €	345 580,10 €	353 855,10 €		
SATESE/EE	- €	107 167,50 €	107 167,50 €		
EE	7 932,50 €	232 668,50 €	240 601,00 €		
DRIT Siège	- €	44 054,00 €	44 054,00 €		
DRIT MT	6 302,50 €	75 792,50 €	82 095,00 €		

Les services en charge de la thématique « eau » assurent l'essentiel de l'activité avec 85% des engagements de commandes depuis la création de l'agence. Dans le même temps, il n'est pas constaté d'évolution notable des missions « routes » qui représentent environ 15% des engagements.



En dehors de l'année 2017 qui avait bénéficié de « l'appel d'air » lié à la création de la structure, il semble que le rythme des demandes et des commandes auprès de IT04 se maintienne. Il est ainsi intéressant d'analyser l'activité de IT04 en termes de rythme mensuel de commandes.



L'année 2020 témoigne d'un tassement important de l'activité en raison de la pandémie de Covid19 et du renouvellement des exécutifs locaux faisant suite aux élections municipales (anticipé au niveau du prévisionnel d'activité). Ces 2 facteurs cumulés se ressentent très significativement sur les missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage en raison du report des projets d'investissement.

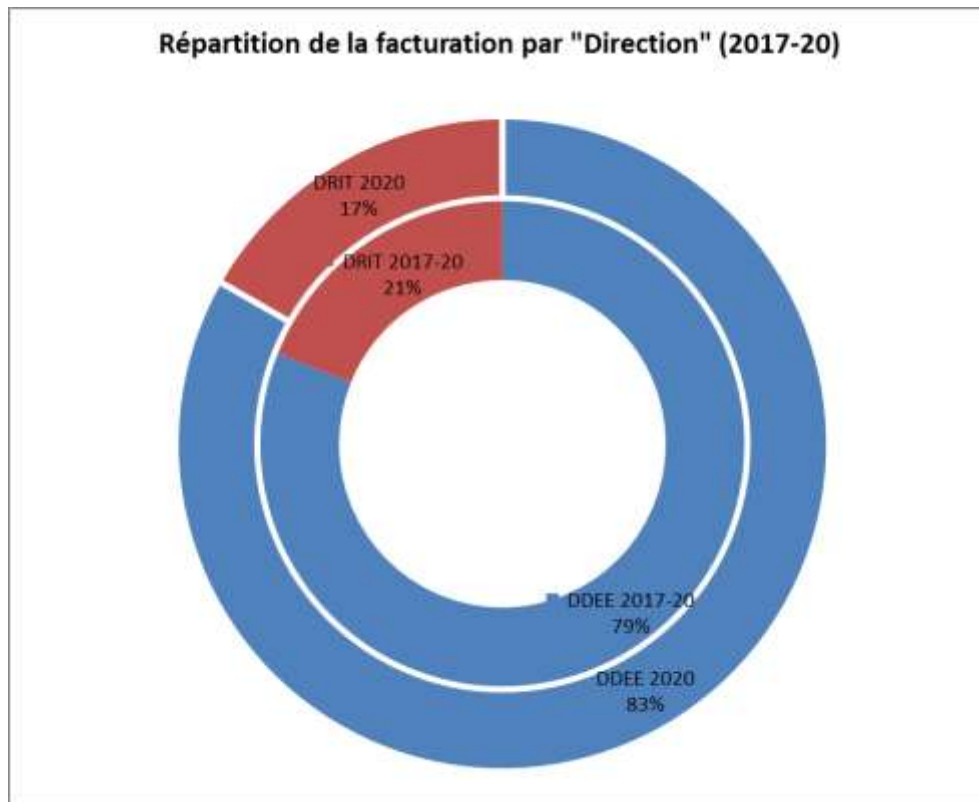
Hors période mars-juin 2020, les demandes relatives à la question de l'eau sont toujours très dynamiques, y compris sur des thématiques qui étaient moins développées lorsque IT04 n'existait pas (ingénierie de projet, assistance à maîtrise d'ouvrage sur les travaux).

Ces services sont également consultés sur des aspects complémentaires à leurs missions de base qui nécessitent des formations professionnelles spécifiques. Cela concerne des missions d'AMO dont le contenu peut être assez poussé, notamment lorsque les maîtres d'ouvrage ne souhaitent pas faire appel à de la maîtrise d'œuvre externalisée (appui au suivi administratif des marchés de travaux, conseils sur les prestations techniques annexes, dossiers réglementaires...).

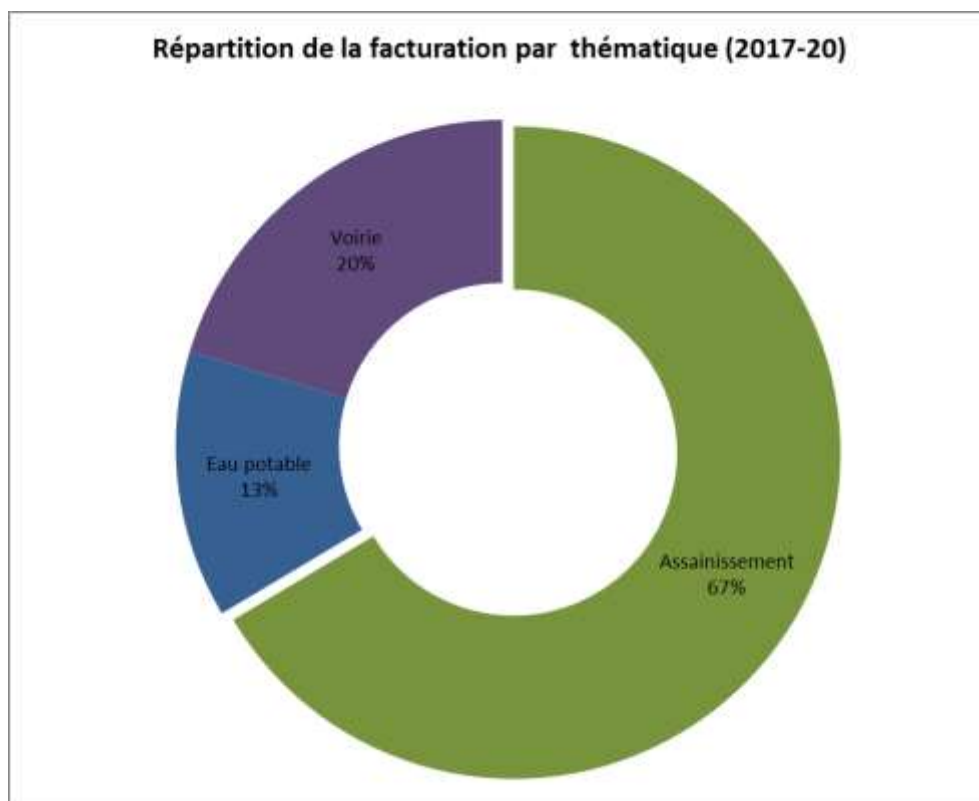
La dynamique sur le volet routier ne permet pas de distinguer de croissance notable et durable de cette activité malgré les efforts consentis par les services en charge de cette thématique au niveau du Département.

Le volume de missions « routières » se répartit sur de nombreux agents qui sont par ailleurs mobilisés sur d'autres missions que celles IT04. Il s'agit d'une différence notable avec les services en charge de l'« eau ». De plus, les agents doivent développer une nouvelle approche auprès des adhérents, finalement assez différente de celle pratiquée au quotidien dans les services départementaux. L'assistance à maîtrise d'ouvrage diverge en de nombreux points des missions de gestionnaire du réseau routier ou de maître d'œuvre interne.

L'analyse de l'exécution des missions peut également se faire via la facturation des prestations auprès des adhérents même si cette approche reste imparfaite (missions longues et retards de facturation).



Dans la continuité des propositions d'intervention, les services en charge de l'eau (DDEE) représentent les 4/5 des factures émises, avec une accélération de la tendance depuis plus d'un an.



Les 2/3 de l'activité « soldée » auprès des adhérents concernent le volet « assainissement » (eaux usées et pluvial).

Après trois années d'activité, on peut constater une réelle dynamique positive qui se stabilise avec des attentes d'adhérents globalement satisfaites, de nouvelles thématiques qui émergent ou qui se confirment (demandes de maîtrise d'œuvre, interventions dans le domaine du pluvial).

Le corolaire est bien évidemment une sollicitation accrue des agents du Département en volume d'activité et sur la nature des missions exercées qui génère une tension au niveau du plan de charge des Directions opérationnelles.

Ce phénomène, en lien avec la demande des adhérents exprimée lors de notre Assemblée générale de 2019 (cf. § 4.4), a permis d'engager un travail de réflexion important en interne et dont la synthèse est présentée au § 4.5.

4 – Le fonctionnement administratif de IT04

4.1 – Le budget de IT04 et son exécution

En année pleine, les caractéristiques du budget de IT04 (375 000 € environ) sont les suivantes :

- 98 % des crédits affectés à la section de fonctionnement
- 65 % des recettes liées aux prestations effectuées par les services
- 90 % des dépenses affectées au remboursement des moyens mis à disposition, dont 90 000 € pour les 1,5 ETP affectés directement auprès de IT04

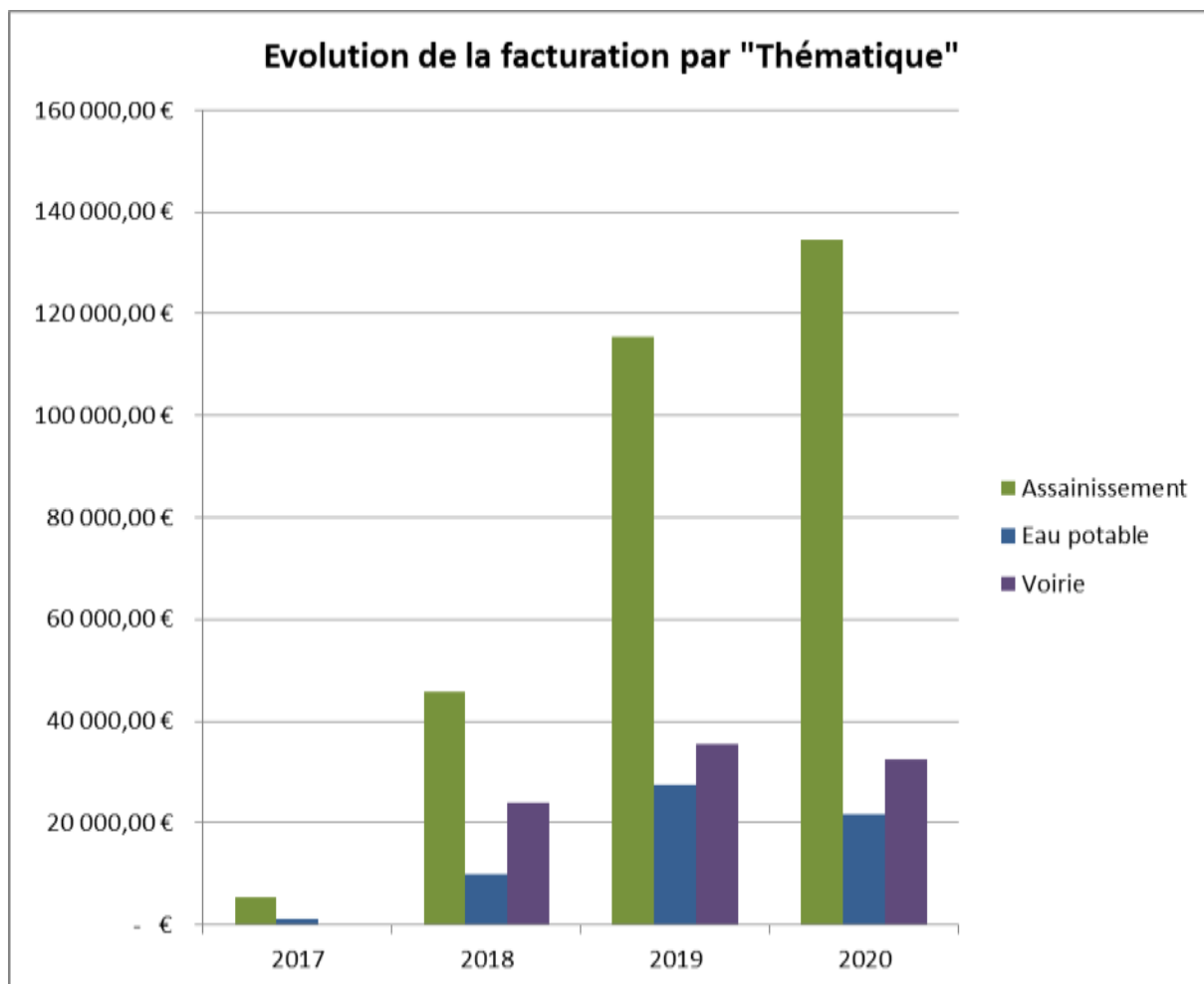
Le modèle économique de IT04 est basé sur les éléments suivants :

- Les cotisations des adhérents (dont celle du Département) qui financent les mises à disposition individuelles (1,5 ETP) ainsi que les charges courantes de la structure
- La facturation de missions spécifiques au profit des adhérents grâce à la mise à disposition des services du Département. Le remboursement de cette mise à disposition s'opérant normalement 2 fois par an

Pour l'heure, le remboursement de la mise à disposition des services ne suit pas la courbe des commandes enregistrées par IT04 pour 2 raisons essentielles :

- Un glissement des prestations dû à des projets qui s'étalent sur plusieurs années ou qui prennent du retard
- Un retard de facturation très important de la part des services du Département qui sont peu habitués à ces démarches et qui ne parviennent pas toujours à dégager le temps nécessaire à ce processus

L'enjeu pour 2020 était donc de rattraper l'essentiel du retard imputable aux délais de production des justificatifs de facturation par les services.



L'analyse du graphique ci-dessus montre une amélioration du taux de facturation mais qui ne permet pas de régulariser la situation. Cette dynamique est essentiellement due aux missions dans le domaine de l'assainissement (hors schémas directeurs). Le volet routier présente un taux de facturation conforme aux prestations commandées avec un délai de production des livrables très satisfaisant. La thématique « eau potable » affiche un retard de facturation conséquent avec moins de 15% des montants facturés pour environ un tiers des prestations commandées par les adhérents.

Les raisons de ce constat sont multiples (projets longs et retards de facturation alors que les livrables sont diffusés) mais il convient de modifier les méthodes de management des projets pour réduire ces délais. Un travail doit s'engager avec les directions pour déployer des indicateurs communs de performance sur le sujet.

Les outils de suivi de l'activité de IT04 sont opérationnels et efficaces avec deux bases de données distinctes : une pour le suivi de la mise à disposition des services (fichiers Excel disponibles pour tous les agents concernés) et une pour le suivi auprès des adhérents, de la proposition d'intervention jusqu'à la facturation (Logiciel Dolibarr-ERP – Open source). Sur ce dernier point, l'administration du logiciel ERP est assurée en interne par IT04 sans aucune ressource externe hormis la location d'un serveur en ligne sécurisé. Les écarts concernant le suivi d'activité, lorsqu'ils existent, se situent aujourd'hui au sein des services mis à disposition.

4.2 – La gestion comptable

Une nouvelle organisation de la mise à disposition des services avait été proposée en 2018 pour faire face aux difficultés de maîtrise dans la préparation et l'exécution budgétaire. Cette évolution n'a pas produit les effets escomptés à court terme (suivi quotidien) ni les garanties à moyen terme pour une prise en charge des spécificités liées à IT04 (comptabilité publique orientée pour une activité de type entreprise).

Comme décidé lors du Conseil d'administration du 7 juin 2019, les démarches conduisant au recrutement d'un cabinet d'expertise comptable se sont concrétisées en juillet 2019. L'entreprise MCG Expert et Associés nous accompagne depuis la fin de l'exercice 2019 et il a été décidé de reconduire ce type de contrat pour l'exercice 2020.

Ceci nous permet d'avoir une approche fiscale de l'activité de IT04 sécurisée, ce qui n'était pas le cas auparavant. Nos exercices budgétaires bénéficient de ce contrôle a priori par notre expert-comptable, ce qui garantit une meilleure anticipation et des échanges facilités avec le service des impôts des entreprises.

4.3 – Extension de la couverture en assurances sur le volet maîtrise d'oeuvre

Le Conseil d'administration du 7 juin 2019 avait autorisé le prolongement de la mission de notre assistant à maîtrise d'ouvrage dans le but d'étendre notre couverture sur les missions de maîtrise d'œuvre, notre assureur actuel ayant refusé de prendre en charge ce risque.

Le contenu de la mission confiée à Sophia Audit était l'établissement du dossier de consultation des assureurs (dont une sélection de candidats potentiels) ainsi que l'analyse des offres avec une analyse comparative des niveaux de couverture proposés.

L'échéancier était le suivant :

- Lancement de la mission Sophia Audit : Juin 2019
- Négociation et analyse des offres : Septembre-octobre 2019
- Présentation au Conseil d'administration de fin d'année pour la décision de poursuivre
- En cas de validation du projet, signature du nouveau contrat d'assurances MOE : prise d'effet au 30 janvier 2020

Le but était de disposer d'un montant prévisionnel pour ce type de couverture, parallèlement à une réflexion purement technique et politique sur notre capacité à proposer à nos adhérents ce type de prestations. Ce montant alimentera notre réflexion sur la faisabilité financière du projet d'extension de notre périmètre d'intervention.

Malgré de nombreuses consultations et démarches, nous ne sommes toujours pas en mesure de proposer une offre de couverture sur ce risque. Le contexte est semble-t-il très défavorable pour les nouveaux souscripteurs de ce type d'assurances.

IT04 cumule plusieurs handicaps :

- Un statut de potentiel maître d'ouvrage public qui souhaite intervenir sur le champ de la maîtrise d'œuvre. Ce cumul de fonction interroge défavorablement les gestionnaires de police d'assurances

- Une volonté de couvrir un champ d'intervention habituellement plus complexe à couvrir, celui des infrastructures, à la différence de celui du « bâtiment », mieux défini. L'ensemble des maîtres d'œuvre sont dans le même cas actuellement
- L'impossibilité pour notre assureur actuel sur le volet « responsabilité civile » d'étendre son champ d'intervention, ce qui serait plus facile en tant que client déjà référencé

La recherche de solutions est toujours en cours avec l'appui de notre conseil en la matière.

4.4 – Bilan de l'Assemblée générale du 14 octobre 2019

Une première Assemblée générale a été organisée le 22 mai 2019. Malgré une présentation de l'ensemble des rapports, aucune décision n'a pu être prise, faute de quorum (54 présents et 35 pouvoirs). Une nouvelle Assemblée s'est tenue le 14 octobre 2019, permettant de faire émerger les points particuliers suivants :

- L'adoption de la modification statutaire permettant aux élus de siéger à plusieurs titres
- Une forte demande des adhérents pour bénéficier d'une meilleure information sur les services proposés par IT04

Concernant ce dernier point, il est prévu une mise à jour importante du site Internet ainsi que l'édition de fiches synthétiques sur les types de missions pris en charge par les services mis à disposition. Pour l'heure, seuls les services en charge des thématiques de l'eau ont effectué ce travail. La Direction des Routes avait comme objectif la production d'un canevas de services aux adhérents pour la fin de l'année 2019. Ce travail n'est pas achevé et sera largement amendé par les évolutions évoquées au point suivant.

Plusieurs canaux seront mobilisés même si le fil conducteur restera le site Internet qui permet une diffusion large, rapide et moins consommatrice de ressources internes pour IT04.

4.5 – Etude IT04

Compte tenu des constats réalisés lors des différents bilans d'activité (cf. précédents rapports au CA et en AG), des échanges entre administrateurs de IT04 ainsi qu'avec les représentants de l'administration Départementale, il a été décidé de lancer une étude pour conforter le rôle d'appui de l'agence départementale IT 04 sur son territoire. Un accompagnement externe a été lancé en 2020 sous maîtrise d'ouvrage du Département avec un pilotage conjoint CD04 / IT04.

Parallèlement, une évolution des conditions de mise à disposition des ressources humaines auprès de IT04 a été envisagée à la suite des premiers retours d'expérience de la mise à disposition des services. Un important travail a été mené en interne pour la définition des services pouvant être proposés par IT04.

La synthèse des travaux menés sur l'année 2020 est présentée ci-après.

La volonté du Département de développer l'activité de IT04 nécessite de renforcer certaines fonctions



• Une organisation nouvelle :

- Le maintien de la possibilité de mobiliser l'**ensemble des Directions du Département** selon les compétences demandées ou de la nécessité d'une proximité « géographique » (cas des Maisons Techniques)
- L'affectation de ressources au sein d'une **Direction technique dédiée** au sein du Département
- Le recours à **davantage de sous-traitance** avec une **gestion directe par IT04** (recrutement de bureaux d'études pour des missions complexes par exemple)

• Pour de nouvelles missions ou une gestion plus globale du projet

- Intégration de **forfaits journaliers inclus dans l'adhésion** (cf. diapo suivante)
- Accompagnement dans vos **dossiers réglementaires** (eau et routes)
- Déploiement de missions d'**AMO** dans le domaine des **bâtiments** (dont les thématiques liées à la performance énergétique)
- Structuration d'une offre d'accompagnement pour vos projets nécessitant une **maîtrise d'œuvre externalisée** ou une **expertise** non disponible en régie directe

• A quelle échéance ?

- Début 2021 pour les forfaits intégrés à l'adhésion
- Premier semestre 2021 pour les autres sujets (recrutements et formations nécessaires) avec un premier bilan à l'automne 2021

- **L'accès aux services et les conseils simples**

- L'accès aux services rémunère une partie du fonctionnement permanent de la structure IT04
- Les conseils simples concernent :
 - La reformulation « simple » du besoin de l'adhérent
 - La réponse à la demande qui ne nécessite pas l'engagement de moyens techniques significatifs
 - La fourniture de modèles de documents à adapter par l'adhérent

- **Les forfaits inclus dans l'adhésion**

- Lorsque la demande de l'adhérent concerne :
 - Un programme nécessitant un premier niveau d'ingénierie financière (mobilisation de fonds spécifiques) : Diagnostic financier
 - Un projet ou ensemble de projets pouvant élargir à une politique d'aide publique du Département dans le domaine de l'« Eau » et de la « Voirie » : Diagnostic territorial
 - La mission, qui ne concerne pas l'établissement d'une étude de faisabilité (ou une phase ultérieure), permettra de se projeter sur une programmation (pluriannuelle) d'investissements
- 1 à 2 jours par commune et par an, par bloc de services souscrit (Base/Eau/Voirie), et dans la limite de 6 jours par adhérent et de la disponibilité des services (nombre de jours mobilisable plafonné annuellement) → Gestion au cas par cas

Je vous propose de valider ce rapport concernant le bilan d'activité de IT04 au 08/10/2020, en vous demandant de bien vouloir en délibérer.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Rapport AG-20-02 – Evolution des conditions d'organisation des Assemblées générales

Avec près de 200 représentants venant de tout le territoire départemental, les Assemblées générales de IT04 exigent une organisation complexe au résultat incertain quant à l'obtention du quorum statutoire (50 %). L'organisation de 2 assemblées, en cas d'annulation d'une première date, reste coûteuse en temps passé et induit des contraintes en termes d'organisation de notre structure (retard de vote notamment). Le présentiel des 3 premières assemblées est rappelé ci-dessous :

- Assemblée générale constitutive de 2017

Etat des présents	Présent(s)	Pouvoir(s)	Absent(s)	Quorum
1er Collège	15	12	3	90,00%
2ème Collège	53	12	31	61,32%

- Assemblée générale de 2018

Etat des présents	Présent(s)	Pouvoir(s)	Absent(s)	Quorum
1er Collège	15	4	11	63,33%
2ème Collège	46	29	44	59,06%

- Assemblée générale de 2019 (quorum non atteint)

Etat des présents	Présent(s)	Pouvoir(s)	Absent(s)	Quorum
1er Collège	8	9	13	56,67%
2ème Collège	46	26	87	43,64%

De plus, ces réunions occasionnent de nombreux déplacements, parfois consommateurs de ressources environnementales importantes, pour des élus par ailleurs largement sollicités.

L'utilisation des outils numériques se développe pour la participation à distance, que ce soit pour la réunion elle-même (type « visioconférence ») ou pour le vote des résolutions proposées. Les assemblées générales de copropriétaires sont par exemple des précurseurs en la matière avec des enjeux juridiques forts.

Il est proposé d'étudier les possibilités techniques et les conditions financières pour la mise en œuvre de solutions permettant aux adhérents une participation à distance à nos Assemblées générales.

Le point le plus sensible juridiquement et le plus coûteux financièrement serait l'organisation du vote à distance des résolutions, ou rapports, soumis à nos adhérents.

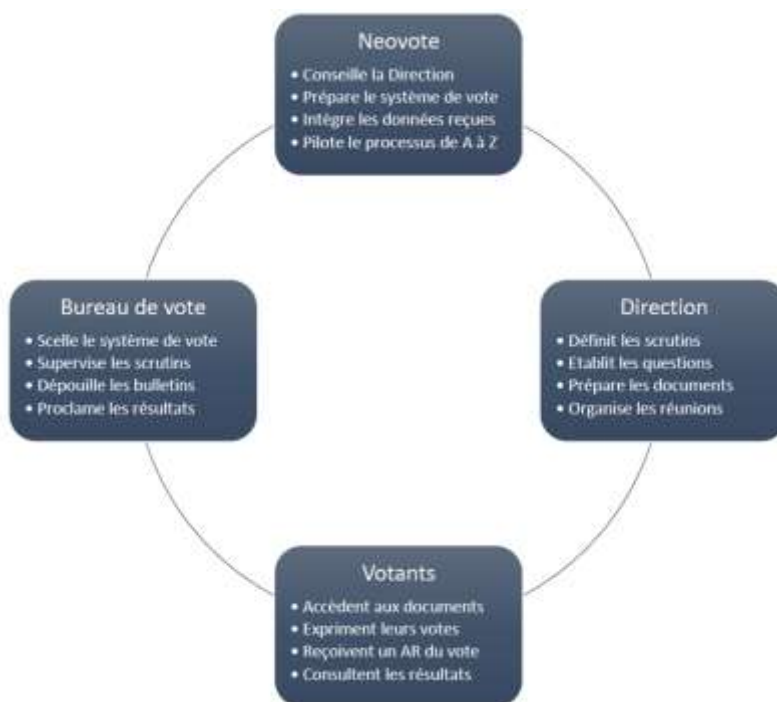
Le vote électronique serait ouvert pendant une période déterminée, jusqu'à la veille de l'Assemblée générale. Les codes d'accès personnels seraient adressés aux inscrits par voie postale et/ou par email.

Le jour de l'Assemblée, les représentants des structures adhérentes n'ayant pas exprimé leur vote par voie électronique voteraient à main levée ou par tout autre moyen prévu par IT04. La liste d'émargement du vote électronique clos la veille permettrait d'attribuer les droits de voter sur place aux participants autorisés à voter sur place (par exemple, si le vote à main levée est prévu, un carton de vote de couleur pourrait être remis aux participants à leur arrivée sur place).

Les résultats du vote électronique à distance et du vote sur place seraient consolidés une fois le vote électronique dépouillé et les votes sur place exprimés.

IT04 prendrait en charge l'envoi des convocations à l'Assemblée Générale. Dans ce cadre, la prestation externe attendue serait (exemple de la solution Neovote®) :

- La préparation et la mise en place du système de vote par Internet ;
- La production et l'envoi sécurisés des courriers à l'attention des inscrits ;
- L'accompagnement du processus de vote jusqu'à l'élaboration des résultats ;
- L'appui aux responsables en charge des opérations électorales.



Avant la mise en place d'une solution de ce type, 2 éléments seront nécessaires :

- La modification des statuts de IT04 lors de l'Assemblée générale de 2021. La mobilisation des adhérents sera un enjeu important pour mener à bien ce projet
- La mise en œuvre du Règlement Général sur la Protection des Données au niveau de IT04. Cette démarche, déjà nécessaire, sera indispensable pour que le vote soit conforme aux obligations légales et aux recommandations de la CNIL

Selon nos premières estimations, le coût pour chaque session de vote serait compris entre 1 500 et 2 500 euros HT. Ces sommes ne sont pas négligeables mais à mettre en relation avec le montant des cotisations perçues (environ 100 000 €), dont le rôle est bien de concourir à la bonne organisation de la gouvernance de IT04. Il s'agirait d'un réel service aux adhérents concourant à renforcer la participation de tous à la vie de notre organisation. Ceci est d'autant plus important que ce dernier point est une des conditions juridiques à la reconnaissance de la notion de quasi-régie (« in house ») applicable à nos services. C'est cette notion de prolongement des services entre adhérents qui permet l'absence de mise en concurrence lors des demandes faites à IT04 par un de ses membres.

Le recours au vote à distance ne pourrait intervenir que postérieurement à la prochaine Assemblée générale de IT04 et après le vote des crédits nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous propose d'approuver le présent rapport, en vous demandant de bien vouloir en délibérer.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Rapport AG-20-03 – Vote du Budget 2020 (approuvé par le CA de décembre 2019)

Le projet de budget primitif 2020 s'équilibre pour un montant de 343 000 euros HT en dépenses et en recettes. La diminution du budget par rapport à 2019 (379 000 euros HT) s'explique par un tassement des recettes de façon à suivre leur courbe de progression constatée sur 2 exercices et une diminution des charges fiscales (impôts sur les sociétés).

Le budget se présente avec une section de fonctionnement et une section d'investissement. Il peut se synthétiser de la façon suivante (les montants prévus au BP 2019 sont indiqués pour mémoire).

1 - Recettes de fonctionnement

Fonctionnement			
Imputation	Libellé	BP 2020 HT	BP 2019 HT
70 - 707	Vente de produits finis		1 000,00
70 - 7068	Prestations de services - Autres	240 000,00	255 000,00
77 - 7788	Autres produits exceptionnels		15 000,00
74 - 7473	Cotisation Département	60 000,00	60 000,00
74 - 7474	Cotisations Communes et EPCI	40 000,00	43 000,00
74 - 7475	Cotisation autre groupement de collectivité et EP (SDIS)		
	TOTAL	340 000,00	374 000,00

- 7068 – Prestations de services (240 000) : Cette ligne est issue de l'activité de IT04 en termes de prestations directement rendues aux adhérents. La diminution constatée entre exercices tient compte de l'exécution budgétaire 2019 et des difficultés de conversion des commandes en factures (délais de réalisation des missions et retards de facturation)
- 7788 – Autres produits exceptionnels (0) : Ouverture simple de la ligne en cas de versement d'aides publiques
- 7473 – Cotisation du Département (60 000) : Ce montant est celui de la cotisation minimale du Département mentionné à l'article 8 du règlement intérieur de IT04
- 7474 – Cotisation des communes et EPCI (40 000) : La diminution constatée entre exercices tient compte de l'adhésion de Provence Alpes Agglomération, mutualisant une partie des cotisations des adhérents actuels. Cette prévision tient compte des adhésions déjà acquises pour les autres territoires avec une stabilité par rapport à la réalisation du BP 2019

2 - Recettes d'investissement

Investissement			
Imputation	Libellé	BP 2020 HT	BP 2019 HT
040 - 281838	Amortissements - Autres matériels informatiques	814,00	251,00
040 - 28188	Amortissements - Autres immobilisations corporelles	491,00	887,00
021	Virement de la section de fonctionnement	1 695,00	3 862,00
	TOTAL	3 000,00	5 000,00

Il s'agit exclusivement d'opérations d'ordre.

3 - Dépenses de fonctionnement

Fonctionnement			
Imputation	Libellé	BP 2020 HT	BP 2019 HT
011 - 607	Achat de marchandises		1 000,00
011 - 6042	Contrats de prestations de service	20 000,00	20 000,00
011 - 6168	Primes d'assurances	1 200,00	1 500,00
011 - 6064	Achat de fournitures administratives	500,00	750,00
011 - 6068	Achat de fournitures diverses	750,00	1 000,00
011 - 60632	Achat de petit équipement	1 500,00	1 000,00
011- 60636	Habillement et vêtements de travail	500,00	750,00
011 - 6228	Autres services extérieurs - Divers	1 000,00	850,00
011 - 6135	Locations mobilières	1 500,00	1 500,00
011 - 6182	Documentation générale et technique	300,00	500,00
011 - 6184	Versement à des organismes de formation	3 600,00	1 500,00
011 - 6225	Indemnité au comptable	200,00	500,00
011 - 62268	Autres honoraires, conseils	4 000,00	1 500,00
011 - 6227	Frais d'actes et de contentieux		
011 - 6231	Annonces & insertion	800,00	500,00
011 - 6234	Réceptions	500,00	500,00
011 - 63512	Taxes foncières	200,00	500,00
011 - 6358	Impôts sur les sociétés	2 000,00	6 000,00
012 - 6215	Autres (Mise à disposition de personnel)	90 000,00	90 000,00
65 - 6581	Redevances pour concessions, brevets...	500,00	500,00
65 - 6588	Autres (Mise à disposition logistique)		
65 - 65888	Autres (Mise à disposition de services)	207 450,00	238 650,00
6711	Intérêts moratoires		
67 - 673	Mandats annulés sur exercice antérieur	500,00	0,00
042 - 6811	Dotations aux amortissements et provisions de charges	1 305,00	1 261,00
023	Virement à la section d'investissement	1 695,00	3 739,00
	TOTAL F	340 000,00	374 000,00

- 6042 – Contrats de prestation de services (20 000) : Cette ligne sera utilisée notamment pour le paiement direct des prestations d'analyses au Laboratoire Vétérinaire Départemental (eaux usées), ou pour d'autres prestations liées aux commandes des adhérents
- 6168 – Primes d'assurances (1 200) : Cela concerne le paiement des primes annuelles « multirisques » et « Responsabilité civile professionnelle ». Une possibilité d'extension de cette couverture sera étudiée pour la prise en charge de besoins d'assurance en matière de conception (type « maîtrise d'œuvre ») en cours d'année avec un ajustement de crédits possible au BS
- 6064 – Achat de fournitures administratives (500) : En prévision de besoins non pris en charge par la convention de mise à disposition des services (budget non disponible ou besoin spécifique non couvert sur les marchés publics du CD04)
- 6068 – Achats de fournitures diverses (750) : En prévision de besoins non pris en charge par la convention de mise à disposition des services (budget non disponible ou besoin spécifique non couvert sur les marchés publics du CD04)
- 60632 – Achat de petit équipement (1500) : En prévision de besoins non pris en charge par la convention de mise à disposition des services (budget non disponible ou besoin spécifique non couvert sur les marchés publics du CD04)
- 60636 – Habillement et vêtements de travail (500) : En prévision de besoins non pris en charge par la convention de mise à disposition des services (budget non disponible ou besoin spécifique non couvert sur les marchés publics du CD04)
- 6228 – Autres services extérieurs (1000) : Ligne destinée à l'achat de prestations d'hébergement de bases de données en ligne et pour la maintenance d'un site Internet. L'abonnement à une offre d'accès Internet dédiée à IT04 est intégré afin de faciliter la maintenance des bases de données en ligne (routeur 4G)
- 6135 – Locations mobilières (1 500) : En prévision de besoins liés au surplus d'activité sur le volet assainissement pendant la période estivale (préleveurs pour les bilans de pollution notamment)
- 6182 – Documentation générale et technique (300) : En prévision de besoins non pris en charge par la convention de mise à disposition des services (budget non disponible ou besoin spécifique non couvert sur les marchés publics du CD04)
- 6184 – Versement à des organismes de formation (3 600) : En cas de besoin directement lié à l'activité de IT04. Ce montant permettra le financement de 2 formations spécialisées au profit d'agents mobilisés sur des missions d'assistance à maîtrise d'ouvrage poussées (conduite d'opérations, dossiers réglementaires, gestion du pluvial)
- 6225 – Indemnité au comptable (200) : Fait l'objet d'une délibération spécifique (CA-18-05)
- 62268 – Autres honoraires, conseils (4 000) : Ligne destinée au paiement du cabinet d'expertise comptable (2 500) et pour finaliser l'étude d'extension du périmètre des assurances sur le volet « Conception »
- 6227 – Frais d'actes et de contentieux (0) : Ouverture simple de la ligne
- 6231 – Annonces et insertions (800) : Ligne prévue pour la publicité d'éventuels marchés de fournitures et services destinés à la revente auprès des adhérents (centrale d'achats ou groupements de commandes), ou pour les propres besoins de IT04 (sous-traitance notamment)
- 6234 – Réceptions (500) : Ligne qui sera notamment utilisée pour l'organisation de l'Assemblée générale
- 6215 – Mises à disposition (individuelles) du personnel du Département-CD04 (90 000) : Prévision de remboursement de la mise à disposition des 2 agents concernés (administration générale)

- 6588 – Mise à disposition des moyens logistiques : La mise à disposition par le CD04 des véhicules, locaux, matériels bureautiques et informatiques des 2 agents mis à disposition est gratuite
- 6588 – Mise à disposition des services du Département (207 450) : Cette ligne dépend directement du niveau d'activité de IT04 (recettes prévues en 7068) et du remboursement des services assurant le support des missions de IT04 (budget, comptabilité, juridique). Ce montant représente environ 700 jours de mobilisation des services
- 6711 – Intérêt moratoires (0) : Ouverture simple de la ligne
- 63512 – Taxes foncières (200) : Sur la base de l'avis reçu en fin d'année 2019
- 6358 – Impôt sur les sociétés (2 000) : En prévision de l'éventuel paiement d'un impôt 2019. Il est difficile d'anticiper de façon certaine le résultat fiscal de l'année 2019
- 6811 – Dotations aux amortissements (1 305) : Sur la base des investissements réalisés et du barème voté par notre Conseil d'administration

4 - Dépenses d'investissement

Investissement			
205	Concessions et droits similaires, brevets, licences	300,00	500,00
21838	Autre matériel informatique	2 200,00	1 500,00
2188	Autre immobilisations corporelles	500,00	3 000,00
	TOTAL I	3 000,00	5 000,00

- 205 – Acquisition de licences (300) : Acquisition d'un logiciel pour l'édition des livrables
- 21838 – Autre matériel informatique (2 200) : Acquisition de matériels pour la gestion des outils spécifiques à IT04 (bases de données en ligne, éditions, sauvegardes...)
- 2188 – Autres immobilisations corporelles (500) : Remplacement d'équipements de terrain au profit des services mis à disposition

Je vous propose donc d'approuver le présent rapport qui analyse le budget primitif 2020, en vous demandant de bien vouloir en délibérer.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Rapport AG-20-04 – Approbation du Compte administratif 2019 (approuvé par le CA de juin 2020)

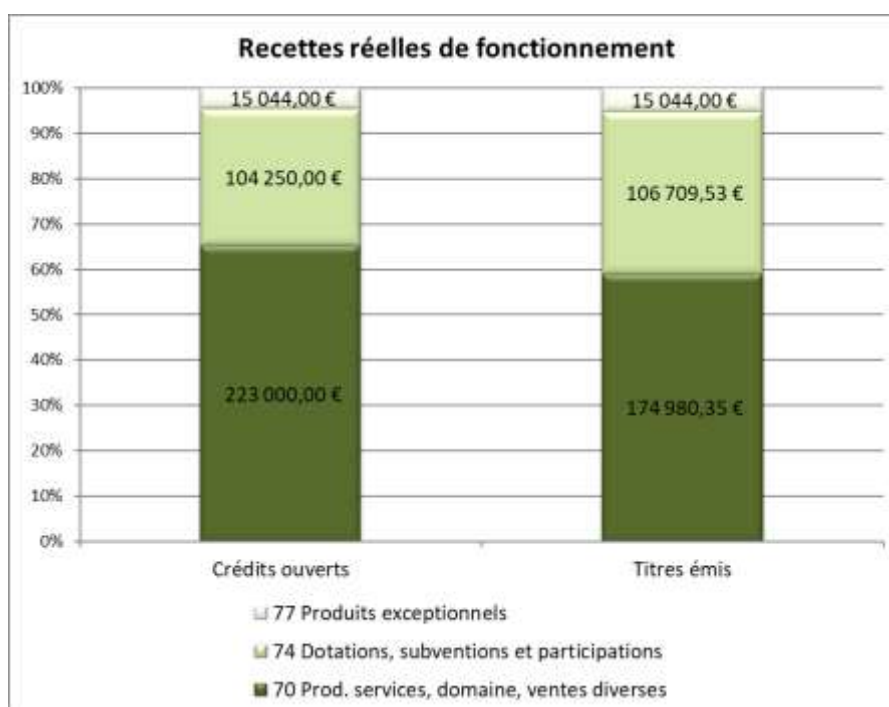
Conformément aux dispositions du Code général des collectivités territoriales, je sou mets au Conseil d'administration le compte administratif de Ingénierie et Territoires 04 pour l'exercice budgétaire 2019. Le document qui vous est présenté traduit l'exécution du budget en dépenses et en recettes.

Le budget 2019 n'a pu être exécuté conformément aux prévisions sur le volet des recettes. Le volet des dépenses en a de facto été impacté dans les mêmes proportions. Le remboursement des moyens issus de la mise à disposition des services du Département auprès de IT04 n'a pas pu se faire dans les conditions prévues alors qu'il représente plus de 90 % des dépenses de fonctionnement. Cependant, la situation s'améliore fortement et tend à se normaliser.

Les autres évolutions relèvent essentiellement d'ajustements classiques de l'exécution budgétaire.

A – Section de fonctionnement

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES				
Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Crédits annulés
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	223 000,00 €	174 980,35 €	48 019,65 €
74	Dotations, subventions et participations	104 250,00 €	106 709,53 €	- 2 459,53 €
77	Produits exceptionnels	15 044,00 €	15 044,00 €	- €
Total des recettes réelles de fonctionnement		342 294,00 €	296 733,88 €	45 560,12 €
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		- €	- €	- €
Recettes de l'exercice		342 294,00 €	296 733,88 €	45 560,12 €
002	Excédent de fonctionnement reporté (pour information)	59 896,69 €	59 896,69 €	- €
Total des Recettes de fonctionnement cumulées		402 190,69 €	356 630,57 €	45 560,12 €



Les recettes de fonctionnement sont principalement issues des cotisations des adhérents (Département, Communes et structures intercommunales) et de la facturation de prestations de services auprès des adhérents, en forte hausse sur un an.

Chap. 70 – Prod. services, domaine, ventes diverses (+120%)

Il s'agit des prestations de services avec l'émission de 128 factures de prestations de services pour un montant de 174 980,35 €. Cela est inférieur aux prévisions, entraînant une annulation de crédits d'environ 50 000 €, et peut s'expliquer par les facteurs suivants :

- Le manque d'automatismes sur la procédure de facturation entraînant toujours un glissement des délais de régularisation des prestations
- Les risques liés à la facturation en fin d'exercice sur le résultat comptable de IT04

Sur ce dernier point, il convient d'explicitier le mécanisme en jeu. La facturation auprès des adhérents entraîne le déclenchement de remboursements des moyens mis à disposition par les services du Département. Ces opérations doivent être coordonnées en fin d'exercice, faute de quoi l'exécution budgétaire ne serait pas cohérente et IT04 présenterait un résultat comptable largement bénéficiaire de façon artificielle. L'autre condition est de disposer d'une trésorerie adaptée. Or, on constate des délais d'encaissement largement supérieurs aux délais de décaissement (remboursement du Département par IT04). Ce phénomène génère une forte tension sur la trésorerie en fin d'année. Ces décalages se résorbent progressivement.

Chap. 74 – Dotations, subventions et participations (+4%)

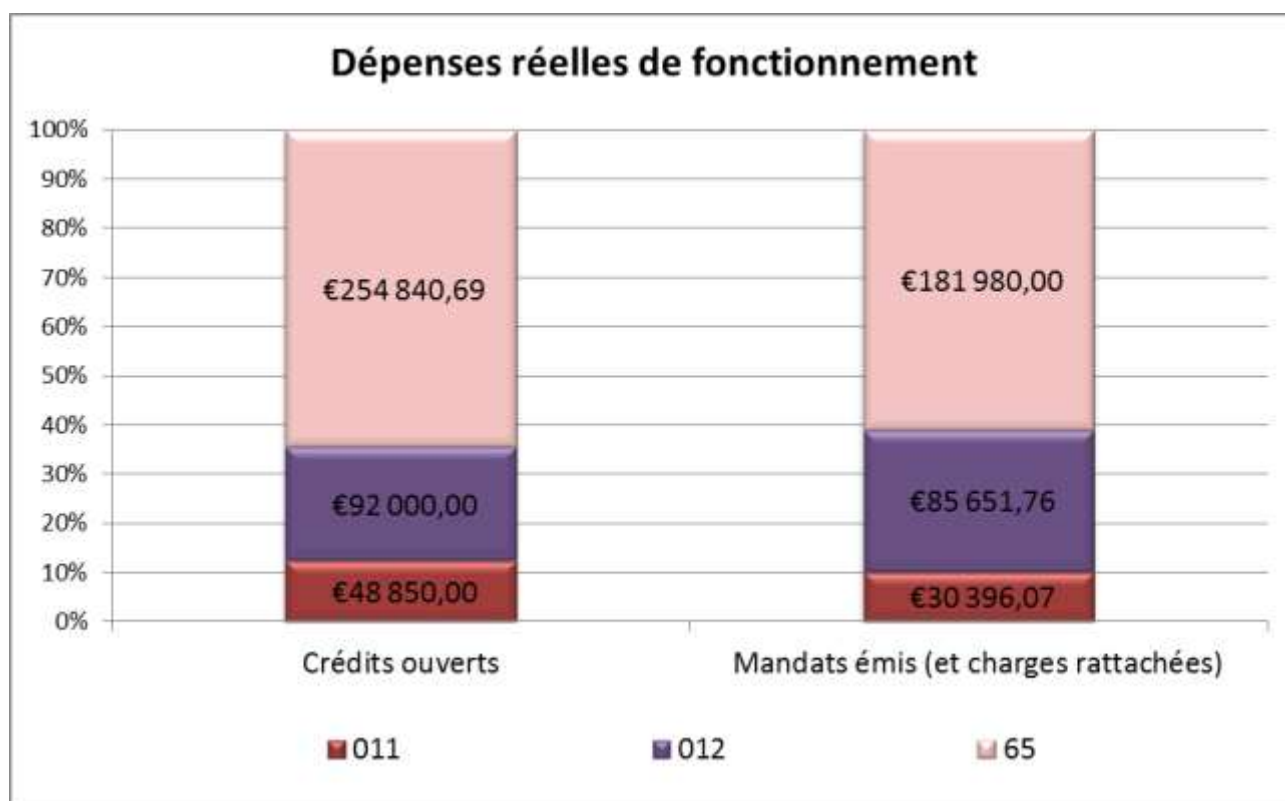
Il est constitué des cotisations des adhérents (Département, Communes et structures intercommunales) pour un montant de 106 709,53 €.

L'exécution strictement conforme aux prévisions, démontrant une bonne capacité de suivi des adhérents sur les démarches où seul le volet administratif est déterminant.

Chap. 77 – Produits exceptionnels

Il s'agit du remboursement du trop-perçu au titre de l'impôt sur les sociétés 2018 (15 044,00 €).

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DÉPENSES				
Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis (et charges rattachées)	Crédits annulés
011	Charges à caractère général	48 850,00 €	30 396,07 €	18 453,93 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	92 000,00 €	85 651,76 €	6 348,24 €
65	Autres charges de gestion courante	254 840,69 €	181 980,00 €	72 860,69 €
67	Charges exceptionnelles	1 500,00 €	548,33 €	951,67 €
68	Dotations amortissements et provisions	- €	- €	- €
022	Dépenses imprévues*	- €		
	Total des dépenses réelles de fonctionnement	397 190,69 €	298 576,16 €	98 614,53 €
023	Virement à la section d'investissement*	3 616,00 €		
042	Opérations ordre transf. entre sections	1 384,00 €	1 383,49 €	0,51 €
	Total des dépenses d'ordre de fonctionnement	5 000,00 €	1 383,49 €	3 616,51 €
	Dépenses de l'exercice	402 190,69 €	299 959,65 €	102 231,04 €
002	Déficit de fonctionnement reporté (pour information)	- €	- €	- €
	Total des dépenses de fonctionnement cumulées	402 190,69 €	299 959,65 €	102 231,04 €



Chap. 011 - Charges à caractère général (-40%)

Avec 30 396,07 € de mandats émis, elles sont essentiellement constituées par :

- La rémunération du laboratoire pour la réalisation des analyses d'eaux usées issues des prestations de type « bilan de pollution » pour 16 277,63 € (financées par les prestations correspondantes)
- Les autres dépenses (assurances, petites fournitures, impôts, formation) représentent moins de 50% de ces charges

Les 18 453,93 € de crédits annulés sont dus :

- Au non versement du dernier acompte de l'impôt sur les sociétés par anticipation du résultat de l'année 2019
- A la non réalisation d'une formation technique et au report de la finalisation de l'étude sur les solutions d'assurance en matière de maîtrise d'œuvre
- Aux ajustements des autres lignes du chapitre

Chap. 012 - Charges de personnel et frais assimilés (+20%)

Il s'agit du remboursement des salaires des 2 agents mis à disposition de façon permanente pour 85 651,76 €. L'évolution est due au décalage du dernier trimestre 2018 sur 2019.

Chap. 65 - Autres charges de gestion courante (+173%)

Ce chapitre correspond au remboursement de la mise à disposition des services du département, avec 181 980,00 €. Cette ligne est directement dépendante de la vente de services du chapitre 70 vue précédemment. L'annulation de crédits d'environ 70 000 € en est le résultat. Pour information, ce remboursement a plus que doublé sur un an.

Les autres dépenses sont liées à des opérations d'ordre et sans réalisations pour financer des dépenses imprévues ou la section d'investissement (absence de recettes d'investissement).

B – Section d'investissement

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES				
Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Titres émis	Crédits annulés
040	Opérations d'ordre - Transfert entre sections	1 384,00 €	1 383,49 €	0,51 €
021	Virement de la section de fonctionnement	3 616,00 €		3 616,00 €
1068	Recettes financières - Excédents de fonct, capitalisés	5 155,04 €	5 155,04 €	- €
	Recettes de l'exercice	10 155,04 €	6 538,53 €	3 616,51 €
R001	<i>Solde d'exécution positif reporté (pour information)</i>	- €	- €	
	Total des recettes d'investissement cumulées	10 155,04 €	6 538,53 €	3 616,51 €

Il s'agit d'opérations d'ordre permettant de financer l'acquisition de matériel depuis la section de fonctionnement, en l'absence d'autres sources de recettes en investissement.

SECTION D'INVESTISSEMENT - DÉPENSES				
Chap.	Libellé	Crédits ouverts	Mandats émis	Crédits annulés
20	Immobilisations incorporelles	500,00 €	- €	500,00 €
21	Immobilisations corporelles	4 500,00 €	1 213,69 €	3 286,31 €
	Dépenses de l'exercice	5 000,00 €	1 213,69 €	3 786,31 €
002	<i>Solde d'exécution négatif reporté (pour information)</i>	5 155,04 €	5 155,04 €	- €
	Total des dépenses d'investissement cumulées	10 155,04 €	6 368,73 €	3 786,31 €

Chap. 21 - Immobilisations corporelles (-73%)

Les mandats émis pour 1 213,69 € ont permis l'acquisition d'un ordinateur portable adapté au travail en extérieur (PC dit « durci ») afin de renforcer les moyens du service en charge des bilans de pollution vendus par IT04, en progression sur 2019 (+ 30% en termes d'activité).

Les crédits annulés en investissement correspondent à des prévisions non exécutées.

C – Synthèse

Le compte administratif 2019 se caractérise ainsi par le niveau de réalisation suivant :

- Titres émis
 - Fonctionnement : 296 733,88 €
 - Investissement : 6 538,53 €
- Mandats émis
 - Fonctionnement : 299 959,65 €
 - Investissement : 1 213,69 €

L'exercice 2019 se solde par un résultat :

RÉSULTAT PROPRE À L'EXERCICE		
En investissement		5 324,84 €
En fonctionnement	-	3 225,77 €

Le résultat de clôture qui tient compte du résultat N-1 se présente comme suit :

RÉSULTAT DE CLOTURE DE L'EXERCICE		
En investissement		
Résultat de l'exercice		5 324,84 €
Solde d'exécution reporté (N-1)	-	5 155,04 €
Résultat de clôture de l'exercice		169,80 €
En fonctionnement		
Résultat de l'exercice	-	3 225,77 €
Résultat de fonctionnement reporté (N-1)		65 051,73 €
Part affectée à l'investissement (exercice 2019)		5 155,04 €
Résultat de clôture de l'exercice		56 670,92 €
Résultat global		
		56 840,72 €

Je vous propose d'adopter ce rapport.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Rapport AG-20-05 – Affectation de résultat 2019 (approuvé par le CA de juin 2020)

Le compte administratif 2019 se solde par un résultat de fonctionnement positif de 56 670.92 € qui se décompose en :

- 59 896,69 € d'excédent 2018 reporté
- 3 225,77 € de résultat négatif propre à l'exercice 2019

Le compte administratif 2019 fait apparaître un solde d'investissement positif de 169,80 € :

- 5 155,04 € de solde d'investissement négatif reporté de 2018
- 5 324.84 € de solde d'exécution positif de la section d'investissement 2019

En conséquence je vous propose :

De reporter le solde d'exécution d'investissement positif pour	169,80 €
• Compte 001 : Recettes - Résultat d'investissement reporté	

De reporter le solde d'exécution de fonctionnement positif pour	56 670.92 €
• Compte 002 : Recettes - Résultat de fonctionnement reporté	

Je vous propose d'adopter ce rapport.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Rapport AG-20-06 – Vote du Budget Supplémentaire 2020 (approuvé par le CA de juin 2020)

Le budget supplémentaire 2020 vous est proposé en annexe et a pour principal objet la ventilation de l'affectation du résultat de l'exercice 2019 (cf. rapport CA-20-02). Il permet également de prévoir un ajustement mineur d'une ligne de dépenses.

Les équilibres du BS proposé au vote se présentent globalement de la façon suivante :

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits d'investissement votés au titre du présent budget (y compris le compte 1068)	- €	169,80 €
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)	- €	- €
	001 Solde d'exécution de la section d'investissement	(si solde négatif) 169,80 €	(si solde positif) - €
=		=	=
Total de la section d'investissement		169,80 €	169,80 €

		DEPENSES	RECETTES
VOTE	Crédits de fonctionnement votés au titre du présent budget	56 670,92 €	- €
+		+	+
REPORTS	Restes à réaliser de l'exercice précédent (RAR N-1)	- €	- €
	002 Résultat de fonctionnement reporté	(si déficit) - €	(si excédent) 56 670,92 €
=		=	=
Total de la section de fonctionnement		56 670,92 €	56 670,92 €
Total du budget		56 840,72 €	56 840,72 €

Compte tenu de la période de confinement liée au COVID19, il a été proposé un Budget Supplémentaire très limité. Les lignes existantes devraient permettre un fonctionnement normal de l'Agence jusqu'au prochain exercice.

La seule évolution de dépenses « réelle » de fonctionnement concerne une inscription de + 500 € HT pour couvrir l'augmentation des charges liées aux abonnements permettant le déploiement de solution de travail à distance (Microsoft Office Online).

Les autres dépenses de fonctionnement votées (56 170,92 € HT) sont liées au virement à la section d'investissement et aux dépenses imprévues permettant d'équilibrer le report du résultat de fonctionnement (56 001,12 € HT)

Je vous propose en conséquence d'adopter le projet de budget supplémentaire 2020.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Rapport AG-20-07 – Programme d'activité prévisionnel 2021

Concernant les prestations auprès des adhérents, l'activité 2021 s'articulera autour de la consolidation des missions dans les domaines porteurs :

- L'assistance à maîtrise d'ouvrage dans le domaine de l'eau potable et de l'assainissement
- L'assistance technique dans le domaine de l'eau avec l'information des adhérents sur leurs obligations réglementaires et l'évolution de ces dernières
- Le travail sur l'homogénéisation des livrables sera poursuivi en même temps que l'amélioration des processus de production de nos études

Conformément aux éléments développés dans le rapport AG-20-01, une nouvelle organisation des services de IT04 sera mise en place progressivement sur 2021 avec l'objectif de développer les sujets suivants :

- L'assistance à Maîtrise d'Ouvrage « Bâtiments » avec le recrutement d'un agent à mi-temps pour développer cette activité
- L'assistance à Maîtrise d'Ouvrage « Voirie » qui va se restructurer en partie grâce à l'affectation d'un agent à temps plein
- La DECI (Défense Extérieure Contre l'Incendie) qui devrait connaître un fort développement dans les années à venir. IT04 commence à être sollicité sur :
 - Les premières démarches (inventaire des PEI, vérification technique, arrêté communal...)
 - L'assistance à la réalisation des schémas directeurs de DECI
- La problématique du pluvial qui demande des compétences très spécifiques, peu ou pas disponibles y compris dans les plus grosses structures du département. IT04 commence à être sollicité sur :
 - Les études hydrauliques sur des problématiques identifiées et/ou isolées
 - L'assistance à la réalisation des schémas directeurs d'assainissement pluvial
- La problématique des études environnementales réglementaires relatives aux projets dans le domaine de l'eau et de la voirie. De nombreux projets sont soumis à des démarches réglementaires, notamment celles relatives à la législation sur la protection des milieux aquatiques (Dossiers "Loi sur l'eau" par exemple)
 - La prise en charge des relations entre le maître d'ouvrage et les services de l'Etat
 - L'assistance au recrutement des bureaux d'études spécialisés
- La recherche de solutions d'externalisation de certaines missions avec intégration des enjeux de la commande publique directement par IT04 (mutualisation des achats)

L'autre évolution concerne la formalisation de forfaits inclus dans l'adhésion, lorsque la demande de l'adhérent concerne :

- Un programme nécessitant un premier niveau d'ingénierie financière (mobilisation de fonds spécifiques) : Diagnostic financier
- Un projet ou ensemble de projets pouvant élargir à une politique d'aide publique du Département dans le domaine de l' « Eau » (2021) et de la « Voirie » (validation en cours d'année 2021) : Diagnostic territorial
- La mission, qui ne concerne pas l'établissement d'une étude de faisabilité (ou une phase ultérieure), permettra de se projeter sur une programmation (pluriannuelle) d'investissements
- 1 à 2 jours par commune et par an, par bloc de services souscrit (Base/Eau/Voirie), et dans la limite de 6 jours par adhérent et de la disponibilité des services (nombre de jours mobilisable plafonné annuellement) → Gestion au cas par cas

Sur le volet quantitatif, il n'est pas prévu d'augmentation du nombre de jours de missions valorisés auprès des adhérents compte tenu de la dynamique observée en 2020 ainsi que des incertitudes sanitaires liées à la pandémie de Covid19.

Concernant l'activité interne à IT04, 2021 sera consacré aux sujets suivants :

- Poursuite du partenariat avec notre cabinet d'experts comptables
- Finalisation de l'étude sur la prise en charge des missions de maîtrise d'œuvre
- Finalisation de l'étude sur le développement d'une solution d'organisation à distance de nos assemblées générales et évolution statutaire le cas échéant
- Structuration de la compétence « commande publique »
- Mise à jour des outils de communication (plaquettes et site Internet) pour préciser notre catalogue de missions auprès des adhérents dans le but d'assurer une meilleure lisibilité de nos compétences
- Administration du site Internet avec nos moyens propres comme lors de la création de ce dernier
- Administration de la solution de gestion de notre activité en ligne (Dolibarr) et fiabilisation des outils informatiques pour la sauvegarde de nos bases de données ainsi que leur gestion quotidienne

La transcription budgétaire de ce programme prévisionnel se fera au travers d'un Budget Primitif 2021 proche de celui de 2020 en termes de structure et de volume.

Les adhésions se feront avec une tarification inchangée sur 2021.

Il conviendra par contre d'envisager une révision des tarifs liés à nos propositions d'intervention. En effet, conformément à nos statuts et à la convention qui lie IT04 au Département (arrivée à terme en septembre 2020), les coûts de la mise à disposition des services seront réévalués en décembre prochain. Cette évolution est mécanique, la réglementation nous obligeant à intégrer les coûts de fonctionnement réels des entités qui contribuent à la vie de IT04.

L'application de cette exigence va générer une hausse moyenne de 3,4% (sur 3 ans) des coûts de mise à disposition des différentes catégories d'agents. Ceci représente une hausse un peu moins importante que l'inflation sur la même période (3,9%) grâce à une maîtrise des coûts salariaux pour les catégories d'agents les plus sollicités par IT04 (catégories C et B), et une baisse de certaines dépenses de fonctionnement (frais généraux notamment).

La prise d'effet de l'augmentation se fera en 2021, après approbation par le Département et le Conseil d'administration de IT04, avec une hausse des coûts journaliers applicables aux agents concernés (-4% Cat.C, +5% Cat.B, +12,5% Cat.A).

	2021	2017
Coût HT facturé à la journée - Cat A	450 €	400 €
Coût HT facturé à la journée - Cat B	325 €	310 €
Coût HT facturé à la journée - Cat C	240 €	250 €

Les incertitudes liées à l'activité seront de 2 natures :

- Les recettes seront largement impactées par la situation économique globale, imprévisible à ce jour
- Le délai de déploiement des nouveaux services aura une influence sur le niveau de recettes. Il est raisonnable d'envisager une ouverture de lignes limitée avec une Décision Modificative (mi 2021)

Les recettes de fonctionnement seront maintenues au niveau de 2020 qui était déjà une année marquée par un tassement de l'activité en raison des élections municipales.

Les dépenses de fonctionnement, largement liées aux recettes issues des prestations, suivront la même trajectoire que ces dernières :

- Les dépenses obligatoires, comme le remboursement des salaires des agents mis à disposition (1,5 ETP), seront maîtrisées
- Les dépenses liées à la formation seront adaptées au développement de nouvelles missions et financées par le développement de l'activité dans les domaines concernés ainsi que des économies sur d'autres lignes (fournitures diverses et financement des besoins d'investissement)
- Les lignes budgétaires liées aux prestations externes (Conseils et financement des fonctions liées à la mutualisation des achats avec les adhérents) seront ouvertes et alimentées a minima dans l'attente d'une meilleure visibilité sur les besoins et le niveau d'activité prévisible
- Stabilisation des autres postes de dépenses

Je vous propose d'approuver le présent rapport, en vous demandant de bien vouloir en délibérer.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Rapport AG-20-08 – Election des membres du Conseil d'administration (2ème Collège)

Le Conseil d'administration est composé de 18 membres à voix délibérative.

Pour la désignation des membres au Conseil d'administration, les membres de IT04 sont répartis en trois collèges. Seuls les deux premiers collèges ont voix délibérative. Les collèges sont composés comme suit :

- Collège des Conseillers départementaux (1er Collège) : 9 représentants désignés au sein des Conseillers départementaux, et disposant chacun d'une voix : Jacques BRES, Robert GAY, Bernard MOLLING, René MASSETTE, Jean-Christophe PETRIGNY, Pierre POURCIN, Jean-Yves ROUX, Serge SARDELLA, Alberte VALLEE
- Collège des élus locaux représentant les communes et, établissements publics intercommunaux (2ème Collège) : 9 représentants désignés selon les modalités définies ci-après :
 - Structures de moins de 5 000 habitants : 3 représentants désignés parmi les structures de la même strate de population ;
 - Structures entre 5 000 et 30 000 habitants : 3 représentants désignés parmi les structures de la même strate de population ;
 - Structures de plus de 30 000 habitants : 3 représentants désignés parmi les structures de la même strate de population ;
- 3ème Collège : Collège des personnalités qualifiées, désignées à la majorité par les membres des deux premiers collèges qui seront désignés lors de la prochaine Assemblée générale ordinaire.

Pour l'élection du 2ème Collège, les modalités de désignation sont libres. Cependant, en cas de défaut d'accord entre les parties, un scrutin plurinominal à un seul tour sera organisé. Pour chaque délégué quelle que soit sa structure d'origine, un vote sera égal à une seule voix. Les candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix au premier tour seront désignés (majorité relative). En cas d'égalité, c'est la structure représentant le plus grand nombre d'habitants qui sera désignée.

Les candidats sont élus pour la durée de leur mandat après chaque renouvellement de l'Assemblée délibérante de leurs structures respectives.

Dans l'hypothèse où il n'y aurait aucun ou un nombre insuffisant de candidats pour une catégorie, les membres de l'Assemblée générale seraient alors libres de choisir un candidat issu d'une autre catégorie de membre au sein du même collège selon le même mode de désignation. Cette répartition se fait en séance en fonction des candidats déclarés.

L'Assemblée générale procède au vote conformément à l'article 13 des statuts. Compte tenu des circonstances exceptionnelles liées à la pandémie de Covid19, le vote ne pourra se faire en

présentiel et un report n'est pas envisageable étant donné l'impossibilité statutaire de prolonger la composition du Conseil d'administration sortant.

Le vote se fera donc par correspondance dans les conditions suivantes :

- Une première sollicitation de candidatures a eu lieu le 19 octobre 2020 soit un mois avant la date retenue pour l'Assemblée générale
- Une seconde information sur la possibilité de candidater se fera avec la convocation officielle de notre Assemblée générale soit 15 jours avant la date retenue
- La date limite de dépôt des candidatures sera fixée au 19 novembre 2020 à minuit, et se feront par mail (contact@it04.fr) ou par courrier (siège social). Les candidatures arrivées hors délai ne seront pas prises en compte. La liste des candidats sera diffusée par mail et sur le site Internet de l'Agence (www.it04.fr) dès le 20 novembre 2020
- La clôture des votes interviendra le 27 novembre 2020 à 16 heures. Il se fera grâce au bulletin fourni à cet effet avec la liste des candidats. Les bulletins seront transmis par mail (contact@it04.fr) ou par courrier. Les votes arrivés hors délai ne seront pas pris en compte. Les bulletins transmis par mail seront également envoyés en pièces originales par courrier au siège social de IT04 (13 rue du Docteur Romieu – CS 70216 – 04 995 DIGNE-LES-BAINS Cedex 9)
- Une communication des résultats sera faite à partir du 30 novembre 2020. L'ensemble des éléments ayant concourus aux résultats seront transmis au contrôle de la légalité et conservés a minima jusqu'à la prochaine Assemblée générale

Les administrateurs ainsi désignés déclarent chacun qu'ils acceptent leurs fonctions et qu'ils ne font l'objet d'aucune interdiction ou incapacité susceptible d'en empêcher l'exercice. Ils s'engagent également à respecter les règles visant à prévenir tout risque de conflits d'intérêts tels que précisés à l'article 13 des statuts.

Agence Départementale – Ingénierie et Territoires (IT 04)

Rapports proposés au Assemblée générale du 19 novembre 2020

Annexe au rapport AG-20-03

Budget Primitif 2020

Annexe au rapport AG-20-04

Compte administratif 2019

Annexe au rapport AG-20-06

Budget Supplémentaire 2020